

(Principales conclusions de deux études qualitatives réalisées en février par IPSOS et par A. Mergier)

1. **la notion de « dépense publique »** est en général mal identifiée : c'est un « grand sac » dans laquelle s'engouffre tout ce qui vient à l'esprit, sans principe ni catégorie ou hiérarchie.

Cette absence de clarté associée à l'idée - largement partagée - que ces dépenses sont « excessives », leur donne un aspect **immaîtrisable**. La « dépense publique » prend dès lors **spontanément une connotation négative, renvoyant à l'argent « qui sort des caisses » et non pas aux services que cet argent finance**. On pense avant tout aux salaires des fonctionnaires, au « train de vie de l'Etat » (privilèges des personnels politiques), et aux prestations sociales (toujours appelées « aides sociales », et que l'on se représente d'abord comme devant être payées pour les autres - souvent les moins méritants ou ceux qui en auraient le moins besoin).

2. **la réduction des dépenses publiques**, devrait, selon les électeurs testés, suivre trois principes :

- d'abord, **la justice**. L'effort demandé est **aujourd'hui vécu comme injuste**. La société est vue comme **divisée entre les citoyens ordinaires, « sous contrôle », qui « endurent »** (la contribution à l'effort de redressement n'est jamais perçue comme « volontaire » ni ne relève du registre « moral ») ; **et les autres, soit au-dessus du contrôle** (multinationales - l'exemple de Google revient spontanément -, les grands patrons, les politiques), **soit en-deçà** (contournement et mauvaise ciblage des aides sociales - le discours sur l'assistanat progresse dans l'électorat de gauche). Des gestes sont avant tout attendus prouvant que ces deux dernières catégories sont tout autant mises à contribution.
- **l'efficience, plutôt que la restriction**. La restriction est très largement refusée par les panels pour plusieurs raisons : (i) la sécurité sociale, l'éducation et la sécurité sont vus comme le socle de la société ; (ii) ces personnes estiment avoir déjà fait beaucoup d'efforts fiscaux (sentiment de payer d'ores et déjà plus cher les services de l'Etat) et ne veulent pas avoir moins alors qu'elles ont payé plus ; (iii) elles ont le sentiment que l'Etat souffre de lourdeurs et de dysfonctionnements, qui rendent le coût de production des services trop élevé.

En revanche émerge une demande d'améliorer le fonctionnement de la machine étatique. A noter que **la perception publique est bien plus sensible aujourd'hui aux indices de restriction des services de l'Etat qu'à ceux de leur transformation** : une restriction mineure pourra escamoter, dans l'opinion, une réorganisation majeure.

- **la modernisation de la relation de service**. C'est essentiellement par cet axe qu'est pensée la demande d'amélioration : les participants sont **très critiques envers la relation au travers de laquelle ils approchent le modèle social français ; les attentes relationnelles sont calquées sur les standards les plus élevés du privé**. A ce titre, l'attente n'est **pas tant à la proximité géographique qu'à l'accessibilité** des solutions offertes (y compris par internet : les expériences actuelles des services online - obtention d'acte de naissance, déclaration fiscale - sont évoquées très positivement), et leur pertinence au regard des problématiques individuelles et des rythmes de vie actuelle.

3. à gauche comme au centre, **l'annonce de la volonté de réduire de 50 milliards la dépense publique n'a toujours pas marqué les esprits**. La mise en œuvre d'un tel effort de réduction est **appréhendé, a priori, à travers trois types de schémas, de contrats « informels »** dont on s'imagine que le politique pourrait vouloir passer avec les citoyens :

- **la nécessité de sacrifier un peu pour sauver le principal** (i.e. dérembourser des médicaments pour pouvoir encore rembourser). Cet argument est **rejeté** : (i) il est perçu comme une forme de chantage (« soit vous acceptez de perdre une partie, soit vous risquez de perdre le tout ») ; (ii) il est vu comme une tromperie : on a déjà demandé de baisser les remboursements pour sauver le système ; s'il faut les baisser sans cesse c'est que l'on est en train de supprimer petit à petit le système, et non pas de le renforcer.
- **le donnant/donnant** est également **refusé** : il se heurte au sentiment d'avoir déjà fourni des efforts disproportionnés au regard de ce que l'Etat s'impose à lui-même.
- **le gagnant/gagnant** : seul ce schéma **semble être acceptable**, encore a-t-on des doutes forts sur les bénéfices réels que chacun pourrait en tirer.

4. dès lors, **l'acceptation de l'effort de réduction des dépenses pourrait dépendre de :**

a) **plusieurs préalables** :

- **montrer que l'Etat commence par se « réformer » lui-même** en réduisant son train de vie (« il faut que ça commence par eux »). Il s'agit d'une demande spontanée et forte, vue comme un **gage de crédibilité immédiat pour répondre aux nombreux efforts déjà consentis**. Les attentes sont surtout symboliques : train de vie, retraites des députés, nombre de ministres, et plus généralement actes d'exemplarité du comportement (non-cumul des mandats).
- **rétablir la justice** en luttant contre l'optimisation/l'évasion des plus riches ; et en contrôlant les aides sociales pour s'assurer qu'elles vont bien à ceux qui en ont besoin.

Lors des entretiens, les électeurs de gauche attendent particulièrement la taxation des grosses fortunes ou de la finance, la lutte contre la fraude fiscale et contre les niches fiscales. Les retraités évoquent beaucoup la lutte contre la fraude sociale.

- **veiller aux mots utilisés** : dès lors que la notion de dépenses publiques est floue, un discours trop technique ne serait pas compris ; or, l'explication perçue sera essentielle pour contrebalancer l'impact négatif sur chacune des coupes dans les dépenses. Les coupes sont directement perceptibles, alors que les gains d'efficacité dans les services publics le sont beaucoup moins.

b) **les axes à valoriser** :

- **dépenser moins pour faire mieux** (contrairement à la logique de rationnement ou de sacrifice pour sauver l'essentiel), à travers des **exemples très concrets de rationalisation de la gestion, de l'organisation et du fonctionnement** ; efforts de convergence vers des **guichets uniques** ; **culture du service** (véritable assistance téléphonique) et accélération du **basculement vers l'administration online** (plutôt qu'avoir « une sous-préfecture près de chez soi »).

La réforme des collectivités territoriales (fusion d'échelons et suppression de doublons) peut être également présentée sous cet angle¹, dans la mesure où elle ne donnerait pas prise à l'idée d'un affaiblissement des services publics (y compris territoriaux) auxquels tous les interviewés restent profondément attachés.

- **dans le domaine de la santé**, quelques mesures de rationalisation / bonne gestion sont spontanément identifiées : favoriser les médicaments génériques (en déremboursant les autres) ; imposer les médicaments à l'unité pour éviter les gâchis ; développer l'ambulatoire.

c) **les lignes rouges à ne pas dépasser**

- **dans le domaine de la santé : la réorganisation hospitalière en zone rurale suscite de fortes réserves** (le regroupement est d'abord vécu comme une restriction d'un service de proximité et un sentiment d'isolement ; auquel se conjugue une peur des grands hôpitaux - plus difficiles à appréhender, où la qualité du relationnel semble moindre...).

De même, **la distinction entre soin de confort et soin essentiel** (qui sous-tend le processus de déremboursement) **ne repose pas sur des critères jugés objectifs**, et donne lieu à des décisions arbitraires (i.e. purement économiques) derrière lesquelles pointe la peur que les complémentaires deviennent plus importantes que l'assurance maladie. **La restriction de liberté de prescription semble également rejetée**, car il n'y a aux yeux des interrogés qu'une minorité de médecins fautifs.

- **dans le domaine de l'école et de l'université : le regroupement d'établissements scolaires en zone rurale est rejeté** (impose des temps de transports aux enfants alors que « ce n'est pas sur leur dos qu'il faut faire des économies », craintes inspirées par les grands établissements...), de même que **l'augmentation des inscriptions à l'université et le développement des bourses, qui pénaliseraient les classes moyennes** et accentueraient l'injustice d'un système déjà perçu comme inégalitaire.
- plus généralement, des **coupes dans les effectifs de fonctionnaires** (particulièrement à l'école, dans les services sociaux ou la santé) **qui ne seraient pas clairement justifiées par des réorganisations administratives continuent d'heurter l'électorat de gauche**, qui conserve un attachement fort aux marques d'Etat providence. **La fonction publique hospitalière est très clairement distinguée des autres**². Enfin **sont régulièrement mis en regard, là aussi, des attentes d'exemplarités** (87% des Français souhaitent ainsi une diminution du nombre de députés)./.

¹ Ce que confirment les études quantitatives : **76% des Français considèrent que l'organisation administrative manque d'efficacité**. Pour expliquer ce manque d'efficacité, **sont incriminés en premier lieu la structure de l'administration** : la multiplicité des interlocuteurs (54%) ainsi que la superposition des rôles (44%), loin devant la qualité des interlocuteurs (21%).

Dans ce contexte, 63% Français jugent nécessaire de réformer l'organisation administrative en **fusionnant ou en regroupant certains niveaux de collectivités, une opinion en progression de 11 points depuis 2009 et partagée à gauche comme à droite** (respectivement 65% et 66%). En particulier :

- 68% des Français se disent **favorables au regroupement des communes** de moins de 1000 habitants (55% des habitants des communes concernées), sans clivages partisans.
- 85% estiment que le développement des communes passe par **l'intercommunalité**, même si ces nouvelles organisations restent suspectées d'entretenir une hausse de la fiscalité (73% estiment que l'intercommunalité tend à augmenter les impôts locaux).
- près de la moitié des Français (47%) se disent ainsi favorables à l'idée de **transférer les compétences du département aux intercommunalités et aux régions**, un résultat en hausse de 8 points par rapport à 2009.

² 81% et 65% des Français se prononcent pour une diminution de la fonction publique d'Etat et de la fonction publique territoriale, mais à l'inverse **73% plaident pour une augmentation des personnels de la fonction publique hospitalière**.